

J'en ai parlé depuis quelques mois avec de 50 à 60 personnes. Toutes sont convaincues que ce serait très utile.

Avant de me rasseoir, je tiens à dire encore une fois que chacun de nous, j'en suis sûr, a des problèmes dans sa circonscription. Or, à moins qu'il n'en fasse part ici, le ministre n'en saura rien. Je sais cependant qu'il est au courant de ce problème. Je porte à cette industrie un si vif intérêt que j'ai pensé y consacrer aujourd'hui une partie de mon temps de parole. Ce n'est cependant pas la seule dans cet état. Il y a aussi l'industrie des produits du bois et d'autres industries secondaires de ma circonscription. Elles subissent le contrecoup de la concurrence que leur font les produits importés du Japon et de l'Europe et dans les prix desquels la main-d'œuvre compte pour si peu. On me dit que ces derniers mois la *Steel Company of Canada* n'a pas vendu un baril de clous à l'ouest de Winnipeg. Cet état de choses m'inquiète. Je suppose que le ministre du Revenu national a assez d'ennuis de ce temps-ci, mais je lui demande de jeter un regard sur le problème spécial dont je viens de parler. J'espère qu'il en prendra note et qu'il l'étudiera comme il convient.

(Texte)

M. Gaffney: Monsieur le président, étant donné que la circonscription de Brome-Missisquoi est située sur la frontière séparant les États-Unis et le Canada et que nous y comptons plusieurs bureaux relevant de l'honorable ministre du Revenu national (M. Nowlan), je désire traiter très brièvement des crédits de ce ministère.

Tout d'abord, je veux profiter de l'occasion qui m'est offerte pour féliciter les fonctionnaires de la division de l'efficacité et du bon état des bureaux. La population de la circonscription de Brome-Missisquoi a constaté que plusieurs améliorations avaient été effectuées à ces bureaux.

Au nom de la population du district d'Abercorn, je veux remercier le ministre et les hauts fonctionnaires de son ministère d'avoir doté ce district d'un nouvel édifice, dont la construction est remarquable.

Monsieur le président, je comprends que la plupart des édifices publics relèvent du ministère des Travaux publics, à Phillipsburg, mais je veux rappeler très brièvement que le ministère a l'intention de construire un nouvel entrepôt à Phillipsburg, et que, pour diverses raisons que j'ignore, la préparation des plans dudit édifice a été retardée. Je forme le vœu que ces plans soient préparés sous peu et que la construction de cet édifice, à Phillipsburg, soit complétée le plus tôt possible.

[M. McDonald (Hamilton-Sud).]

(Traduction)

J'aimerais faire remarquer, au départ, que la circonscription de Brome-Missisquoi est située le long de la frontière américaine, longeant, en grande partie, le Vermont. Je veux formuler quelques brèves observations à propos des crédits à l'étude. Depuis un an, j'ai eu l'occasion de visiter tous les bureaux de la douane et de l'immigration qui se trouvent dans ma région. Je tiens à dire que les fonctionnaires assignés à ces postes frontaliers ont la réputation de faire montre de la plus grande courtoisie à l'égard du public. J'ai formulé cette observation au comité des prévisions de dépenses, lorsqu'il examinait les crédits dont nous sommes saisis en ce moment, mais je tiens à la répéter. J'estime que les fonctionnaires de la Division des douanes et du service de l'immigration sont, plus que tous les autres peut-être, les ambassadeurs de bonne entente du peuple canadien. Je suis très fier des employés du ministère dans ma région. Chaque jour, ils accueillent des visiteurs américains. Il importe de souligner la courtoisie et la distinction qui caractérisent ces fonctionnaires dans ma circonscription. Je tiens à féliciter le ministre, qui les encourage dans cette voie, et je sais qu'il en ira de plus en plus ainsi à l'avenir.

En parlant, dans ma circonscription, avec divers fonctionnaires auxquels j'ai rendu visite, la question de traitement s'est souvent posée. Je ne doute pas que les autorités du service civil et les services du ministre étudieront ces demandes avec toute l'attention qui s'impose.

Je parlerai, un instant seulement, d'une question générale que le préopinant avait déjà mentionnée, celle du "dumping". Je ne voudrais pas l'exposer en détail aujourd'hui, mais le député qui a parlé avant moi a affirmé que, dans sa circonscription, cette pratique ne nuisait pas seulement à l'industrie textile mais aussi à beaucoup d'autres industries. La même chose vaut pour ma circonscription, qui est une circonscription de l'Est. L'industrie textile a, jusqu'ici, beaucoup souffert du dumping. Le député de Bonavista-Twillingate m'a taquiné à cet égard en disant que la question du dumping était une question de droits de douane. Ce n'est pas le cas. Aujourd'hui, la question du dumping,—et je crois que le fait devrait être souligné et porté à l'attention du public,—n'a aucun rapport avec la discussion classique des droits de douane élevés ou bas. C'est une question tout à fait distincte. Ceux qui proposent d'examiner le problème en le mêlant aux questions de douane ne servent pas l'intérêt le mieux conçu de notre pays.